

Convention relative à la délivrance d'un certificat de nationalité

adoptée par l'Assemblée Générale extraordinaire de Strasbourg le 25 mars 1999, signée à Lisbonne le 14 septembre 1999

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, Désireux de faciliter la preuve à l'étranger de la nationalité de leurs ressortissants, Ayant égard aux dispositions concernant la délivrance d'une attestation de nationalité prévue par la Convention européenne sur la nationalité faite à Strasbourg le 6 novembre 1997, Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Au sens de la présente Convention, le terme "nationalité" désigne le lien juridique entre une personne et un Etat et n'indique pas l'origine ethnique de la personne.

Article 2

Les Etats contractants s'engagent à délivrer un certificat de nationalité destiné à faire la preuve de la nationalité de leurs ressortissants devant les autorités des autres Etats contractants.

Article 3

1. Le certificat est délivré à la demande de la personne dont il atteste la nationalité. Il est aussi délivré, sur demande motivée, à une autre personne si elle justifie d'un intérêt juridique légitime.
2. Il est établi par l'autorité compétente désignée par le droit interne de l'Etat qui le délivre.
3. Si le requérant le demande, le certificat est envoyé directement par l'autorité qui l'a établi à l'autorité de l'Etat qui en a sollicité la production.
4. Le certificat doit être délivré dans un délai raisonnable.

Article 4

1. Les certificats établis conformément à la présente Convention sont reconnus dans tous les Etats contractants.
2. Ils doivent être acceptés pendant le délai déterminé par la loi ou les pratiques administratives de l'Etat dans lequel ils sont utilisés.

Article 5

1. Les certificats font foi jusqu'à preuve du contraire.
2. En cas de doute grave sur l'authenticité du document ou sur la nationalité de l'intéressé, les autorités de l'Etat où le certificat est utilisé peuvent demander à l'autorité qui l'a délivré de leur expédier un nouveau certificat ou de procéder à une vérification de la nationalité. Les échanges entre ces autorités ont lieu directement.

Article 6

1. Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat devra désigner les autorités compétentes pour délivrer le certificat prévu par la présente Convention
2. Toute modification apportée ultérieurement à cette désignation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 7

1. Le certificat est établi conformément au modèle figurant à l'annexe 1 de la présente Convention. Il est rédigé dans la langue de l'autorité qui le délivre et dans la langue française.
2. Toutes les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat.
3. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles *Jo*, *Mo* et *An*, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.
4. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé.

Article 8

Au verso de chaque certificat doivent figurer :

- a) une référence à la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,
- b) un résumé des articles 2, 3, 4, 5, 7 et 12 de la Convention au moins dans la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

Article 9

Les énonciations invariables figurant au recto du certificat seront pourvues des codes numériques dont la liste est prévue à l'annexe 2 de la présente Convention.

Article 10

1. Chaque Etat contractant devra déposer auprès du Secrétariat Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil la traduction dans sa ou ses langues officielles des termes inclus dans la liste figurant à l'annexe 2 de la présente Convention. Cette traduction devra être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

2. Toute modification apportée à cette traduction devra être déposée auprès du Secrétariat Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil et approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 11

1. Le codage des énonciations contenues dans le certificat et la liste des codes prévus à l'annexe 2 pourront être modifiés par une résolution votée à la majorité simple par les représentants des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et des Etats contractants non membres. Toute modification doit tenir compte des codes utilisés dans les autres Conventions de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

2. La résolution visée au premier alinéa sera déposée auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 12

1. Si le requérant le demande, l'autorité qui délivre le certificat joint la liste des codes figurant dans le certificat et leur traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat sera utilisé, ou dans les langues officielles des Etats contractants. Cette même autorité peut aussi procéder au décodage en traduisant le certificat dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où il sera utilisé.

2. Tout intéressé peut demander à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le certificat est utilisé de traduire les codes dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet Etat ou de procéder au décodage du certificat.

3. Lors de la signature de la présente Convention, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant désigne les autorités compétentes pour traduire les codes ou procéder au décodage conformément aux dispositions de l'alinéa 2. Toute modification ultérieure de ces autorités sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 13

1. Les certificats indiquent le nom et la qualité de celui qui les a délivrés. Ils sont datés et revêtus de la signature et du sceau ou timbre requis.

2. Les certificats sont dispensés de traduction, de légalisation ou de toute formalité équivalente.

Article 14

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à l'utilisation d'autres documents habituellement admis pour prouver la nationalité.

Article 15

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 16

1. Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, de l'Union Européenne ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention.

2. Après son entrée en vigueur tout autre Etat pourra adhérer à la Convention. Cette adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 21, alinéa 1. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat au moment où il ratifie, accepte ou approuve la Convention ultérieurement à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Conseil Fédéral Suisse.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 17

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion par deux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil.
2. A l'égard de l'Etat qui la ratifiera, l'acceptera, l'approuvera ou y adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du quatrième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
3. La résolution visée à l'article 11 prendra effet, dans les rapports entre les Etats contractants, à compter du premier jour du quatrième mois suivant son dépôt.

Article 18

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 19

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.
2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du quatrième mois qui suit celui de la réception de la notification.
3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du quatrième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 20

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.
2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 21

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention :
 - a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
 - b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
 - c) toute déclaration faite en application des articles 6 et 12;
 - d) toute résolution prise en vertu de l'article 11 avec la date à laquelle elle prendra effet;
 - e) toute objection faite en application de l'article 16;
 - f) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
 - g) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.
2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.
3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Lisbonne le 14 septembre 1999 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

ANNEXE 1 - Recto

ETAT 2-1-1 :

CERTIFICAT DE NATIONALITE 1-6-2

Autorité de délivrance 1-1-2 :
.....

Nom du signataire 1-1-2-1 :
.....

Qualité du signataire 1-1-2-2 :
.....

Lieu de délivrance 2-2-2-9 :
.....

Certifie qu'à la date d'aujourd'hui 1-6-2-1 :

Nom 7 :

Prénom(s) 8 :

z **Sexe masculin 3-4-1** z **Sexe féminin 3-4-2**

Date de naissance 9-7 : **Jo 9-4-3** |_|_| **Mo 9-4-2** |_|_| **An 9-4-1**
|_|_|_|_|

Lieu de naissance 2-4 :
.....

a la nationalité de l'Etat sus-mentionné 1-6-2-2

Date de délivrance 9-5-2-9 : Jo 9-4-3 _ _ Mo 9-4-2 _ _ An 9-4-1 _ _ _ _	Signature 9-3-1 :	Sceau 9-3-3/Timbre 9-3-2 :
---	--------------------------	-----------------------------------

ANNEXE 1 - Verso

CERTIFICAT DELIVRE EN APPLICATION DE LA CONVENTION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ETAT CIVIL SIGNEE A LISBONNE LE 14 SEPTEMBRE 1999

Selon les articles 2, 3, 4, 5, 7 et 12 de la Convention :

V Le présent certificat est délivré par l'autorité compétente dans chaque Etat contractant pour certifier la nationalité de ses ressortissants.

V Le certificat est établi à la demande de la personne dont il s'agit d'attester la nationalité. Il peut aussi être délivré à la demande d'une autre personne, sur demande motivée, s'il est justifié d'un intérêt juridique légitime. Il peut, si le requérant le demande, être envoyé directement par l'autorité qui l'a établi à l'autorité qui en a sollicité la production.

V Le certificat doit être accepté par les autres Etats contractants pendant le délai déterminé par leur loi ou leurs pratiques administratives.

V Il fait foi jusqu'à la preuve du contraire.

V Le certificat est rédigé dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité qui le délivre et dans la langue française. Les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles *Jo*, *Mo* et *An* le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé.

V Si le requérant le demande, l'autorité qui délivre le certificat joint la liste des codes figurant dans le certificat et leur traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat sera utilisé, ou dans les langues officielles des Etats contractants. Cette même autorité peut aussi procéder au décodage en traduisant le certificat dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où il sera utilisé. Tout intéressé peut demander à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le certificat est utilisé de traduire les codes dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet Etat ou de procéder au décodage du certificat.

ANNEXE 2

Liste des énonciations et leurs codes

1-1-2	Autorité de délivrance
1-1-2-1	Nom du signataire
1-1-2-2	Qualité du signataire
1-6-2	Certificat de nationalité
1-6-2-1	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-2	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
2-1-1	Etat
2-2-2-9	Lieu de délivrance
2-4	Lieu de naissance
3-4-1	Sexe masculin
3-4-2	Sexe féminin
7-	Nom
8-	Prénom(s)
9-3-1	Signature
9-3-2	Timbre
9-3-3	Sceau
9-4-1	An
9-4-2	Mo
9-4-3	Jo
9-5-2-9	Date de délivrance
9-7	Date de naissance

Rapport explicatif

adopté par l'Assemblée Générale extraordinaire de Strasbourg le 25 mars 1999

A. Généralités

La preuve de la nationalité est une question du plus grand intérêt à l'heure actuelle. Très souvent, en effet, les ressortissants d'un Etat se voient dans la nécessité de prouver qu'ils en ont la nationalité, en particulier quand ils prétendent accéder à certains droits dans un autre Etat. C'est ce qui se passe dans l'Union Européenne en ce qui concerne le droit de résidence et d'exercice de certaines professions ainsi que l'admission aux concours pour exercer certaines fonctions.

C'est pourquoi la Convention européenne sur la nationalité faite à Strasbourg le 6 novembre 1997, qui consacre le droit à la nationalité comme un droit fondamental de la personne, prévoit notamment la délivrance d'une attestation de nationalité.

Dans ce contexte et en étroite complémentarité avec cette Convention du Conseil de l'Europe, la présente Convention a pour objet de permettre la délivrance d'un document uniforme, destiné à apporter la preuve de la nationalité des ressortissants d'un Etat auprès des autorités d'un autre Etat.

Ce document revêt une grande utilité car il facilite la preuve de la nationalité, dans la mesure où il n'exige ni légalisation ni traduction tout en offrant de plus grandes garanties aux organismes publics ou privés auxquels il est présenté.

B. Commentaire des articles

Article 1er

Cet article définit le concept de nationalité de la même façon que l'article 2, alinéa a) de la Convention sur la nationalité élaborée par le Conseil de l'Europe.

Article 2

L'article 2 prévoit que chaque Etat contractant s'engage à délivrer un certificat de nationalité à ses ressortissants, destiné à servir de preuve auprès d'un autre Etat contractant. Ce certificat sera bien évidemment délivré en conformité avec les règles applicables dans le pays de délivrance pour déterminer la nationalité de l'intéressé.

Le certificat de nationalité étant un document destiné à être utilisé à l'étranger, chaque Etat contractant pourra continuer à délivrer des certificats nationaux selon son propre droit interne. Mais il va de soi que rien ne s'opposerait à ce que tel ou tel Etat décide d'utiliser aussi le certificat international pour un usage interne.

Article 3

L'alinéa 1 est relatif aux personnes ayant qualité pour demander le certificat de nationalité. Il a été considéré que, s'agissant d'un document de nature personnelle de la plus haute importance, il fallait en limiter l'accès aux tiers. Afin de rendre le texte plus précis, il avait été envisagé de procéder à l'énumération des personnes qui, en plus de l'intéressé lui-même, pourraient demander le certificat de nationalité. Toutefois, par crainte d'en omettre certaines, il a été décidé de conditionner l'accès des tiers aux cas où serait prouvée l'existence d'un intérêt juridique légitime. Il s'agit donc de prouver non pas un intérêt quelconque, d'ordre moral ou affectif qui peut être parfaitement légitime, mais un intérêt juridique. Il en sera ainsi par exemple dans les cas où il faut faire la preuve de la nationalité d'un individu pour permettre de déterminer quelle est la loi appelée à régir une succession ou la liquidation d'un régime matrimonial.

L'alinéa 2 dispose que les autorités compétentes pour délivrer les certificats de nationalité sont désignées par le droit interne de l'Etat émetteur.

A l'alinéa 3, il est prévu qu'à la demande de l'intéressé le certificat puisse être envoyé directement par l'autorité qui le délivre à l'autorité devant laquelle la preuve de la nationalité doit être faite. Cette faculté est d'une grande utilité pour le demandeur qui n'aura pas besoin de s'occuper de faire suivre le document. Par ailleurs, elle permet d'attribuer davantage de crédibilité au certificat, puisqu'il n'est pas remis à l'intéressé mais transmis directement de l'autorité émettrice à l'autorité qui l'aura demandé.

Le caractère raisonnable du délai à observer dans l'émission du certificat de nationalité, prévu à l'alinéa 4, est une précision souhaitée par le Conseil de l'Europe et qui figure également dans la Convention sur la nationalité qu'il a élaborée.

Article 4

La règle énoncée à l'alinéa 1 est le complément naturel de l'article 2, dans la mesure où tous les Etats contractants s'engagent non seulement à délivrer le certificat de nationalité mais aussi à accepter les certificats délivrés par les autres Etats.

L'alinéa 2 soumet la détermination du délai de validité du certificat au droit interne de l'Etat où il sera présenté. Si le certificat de nationalité apporte la preuve de la nationalité de la personne à laquelle il se

rapporte au moment où il est délivré, il doit être accepté par les autorités des Etats où il est présenté pendant un certain délai, à déterminer selon les lois ou les pratiques administratives de ces derniers. Cette formule très souple est inspirée de celle retenue dans la Convention relative au certificat de vie.

Article 5

Cet article précise d'abord que les certificats de nationalité font foi jusqu'à la preuve contraire.

Toutefois, il peut arriver que la nationalité d'une personne change. En outre, compte tenu de l'importance des effets qui s'attachent à la nationalité, des risques de fraude sont à redouter.

Aussi l'article 5 prévoit-il, en son second alinéa qu'en cas de doute grave sur l'authenticité du certificat ou sur la nationalité de l'intéressé, l'autorité de l'Etat auquel le document sera présenté puisse demander à l'autorité qui l'aura délivré un nouveau certificat ou la vérification de la nationalité.

La délivrance d'un nouveau certificat concerne essentiellement les cas dans lesquels il y a suspicion de fraude. La transmission directe de ce nouveau certificat à l'autorité d'utilisation permettra en effet de déceler aisément les falsifications qui auraient pu être opérées ou l'absence d'authenticité du document initialement présenté.

La demande de vérification de la nationalité -vérification quant au fond- vise essentiellement l'hypothèse dans laquelle l'autorité à laquelle le certificat a été présenté possède des informations qui ont pu ne pas être portées à la connaissance de l'autorité émettrice, l'intéressé pouvant avoir perdu la nationalité attestée, par exemple par l'effet de l'acquisition d'une autre nationalité.

Il est à noter que toutes les transmissions qu'implique l'application de cet article se feront directement -et non par la voie diplomatique- tant pour les demandes formulées par l'autorité utilisatrice que pour la délivrance d'un nouveau certificat ou les explications fournies par les autorités compétentes de l'Etat d'émission.

Il convient enfin d'ajouter que, lorsque l'article 5, alinéa 2, est utilisé à l'occasion de la présentation d'un certificat de nationalité par un citoyen turc, l'autorité qui requiert la délivrance d'un nouveau certificat ou une vérification de la nationalité devrait indiquer, dans sa demande, le lieu et le numéro du registre de famille de l'intéressé tel qu'il figure sur sa carte d'identité ou sur son passeport afin de faciliter les recherches par les autorités turques.

Article 6

Cet article précise que les Etats contractants devront désigner les autorités nationales compétentes pour délivrer le certificat de nationalité. Il avait été envisagé de conférer dans la Convention compétence aux consuls pour délivrer des certificats de nationalité, comme cela est prévu dans la Convention sur le certificat de vie (article 4, n° 3). Mais cette solution a été écartée, car certains pays n'habilitent pas et ne souhaitent pas habilitier leurs consuls à délivrer des certificats de nationalité. Par ailleurs, au regard des dispositions de l'article 3 de la Convention, c'est au droit interne de chaque Etat qu'il appartient de dire quelles sont les autorités compétentes pour délivrer le certificat. Dès lors rien ne s'opposerait à ce que les pays qui attribuent aux consuls cette compétence, les désignent à cet effet.

Articles 7 à 11

Ces articles abordent les questions concernant la forme du certificat dont le modèle figure à l'annexe 1 de la Convention. Leur rédaction s'inspire des modèles plurilingues adoptés par d'autres Conventions de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Mais depuis l'adoption de la Convention n° 25 relative au codage des énonciations figurant dans les documents d'état civil, il a été décidé d'abandonner les formules plurilingues. Les certificats de nationalité seront, comme les certificats de vie, établis dans la langue de l'autorité qui les délivrera et dans la langue française, les mentions invariables étant en outre assorties d'un code calqué sur celui de la Convention n° 25 précitée.

Article 12

L'article 12 reprend, mot pour mot, le texte qui avait été mis au point à l'occasion de l'élaboration de la Convention sur le certificat de vie et appelle des commentaires analogues.

Le certificat ayant vocation à être utilisé dans un Etat autre que celui qui l'a émis et étant généralement produit devant une autorité ou un organisme qui n'a pas en sa possession le lexique permettant la compréhension des énonciations codées, il a semblé opportun de prévoir que l'autorité qui délivre le certificat joindra, si le requérant le lui demande, une fiche comportant la liste des codes figurant dans le certificat et leur traduction - ou si l'on préfère leur signification- dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat d'utilisation. Si l'accomplissement de cette formalité lui posait des problèmes, l'autorité ayant émis le certificat pourrait joindre au document délivré la liste des codes et l'ensemble de leurs traductions, dans les différentes langues usitées dans les pays de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

L'autorité qui délivre le certificat aura aussi la faculté, si les équipements dont elle dispose le lui permettent, de procéder au "décodage" du certificat, ce qui consiste à joindre au document établi dans la langue du pays émetteur sa traduction intégrale dans la langue du pays d'utilisation.

Il est encore prévu, au deuxième alinéa de l'article 12, que tout intéressé -ce qui vise tout à la fois le requérant et l'organisme pour lequel le certificat est délivré- aura la possibilité de demander, à l'autorité compétente de l'Etat d'utilisation, d'indiquer quelle est la signification des codes figurant sur le certificat ou de procéder au "décodage" du document. Il va de soi que cette possibilité ne doit être utilisée que si la traduction des codes ou le décodage n'a pas préalablement été fait par l'autorité ayant établi le certificat. Il serait également raisonnable que les organismes utilisateurs s'abstiennent de demander la signification des codes ou le décodage lorsqu'ils comprennent les énonciations figurant en langue étrangère sur le certificat qui a été délivré.

Article 13

Cet article s'inspire aussi étroitement des dispositions correspondantes (article 11) de la Convention sur le certificat de vie.

L'alinéa 1 indique les garanties formelles d'authenticité du certificat de nationalité. Si la signature est apposée par délégation de compétence, selon le droit interne, l'indication de cette délégation n'est pas obligatoire.

La dispense de légalisation prévue à l'alinéa 2 obéit au régime général établi à la Convention n° 17 de la Commission Internationale de l'Etat Civil, signée à Athènes le 15 septembre 1977.

La mention expresse de la dispense de légalisation est justifiée non seulement parce que le certificat de nationalité -tout comme le certificat de vie- ne figure pas, stricto sensu, sur la liste des actes et documents prévus par la Convention n° 17, mais aussi parce qu'il peut y avoir des Etats qui ratifient la présente Convention sans avoir pour autant signé la Convention générale sur la dispense de légalisation.

Article 14

Cet article admet, pour preuve de la nationalité, l'utilisation de documents autres que le certificat international de nationalité. En effet, la Convention n'a pas pour but d'imposer la production du modèle qu'elle établit mais de permettre aux personnes de fournir à l'étranger d'une manière simple la preuve de leur nationalité, notamment lorsque leur législation nationale édicte des modalités plus complexes ou ne prévoit pas la délivrance de certificats ou attestations spécifiques de nationalité. D'ailleurs, la réglementation communautaire oblige les Etats membres à fournir à leurs ressortissants une preuve de leur nationalité par la délivrance ou le renouvellement d'une carte d'identité ou d'un passeport avec la mention expresse de la nationalité du titulaire (cf. article 2, §2, de la Directive du Conseil n° 68/360).

Article 16

La question du champ d'application géographique de la Convention a été longuement discutée, certains Etats se montrant favorables à une Convention ouverte à laquelle pourraient adhérer tous les Etats.

Cependant d'autres Etats ayant émis des réserves à cet égard, il a été décidé d'adopter une formule inspirée de celle en usage à la Conférence de La Haye de Droit International Privé qui permettrait aux Etats contractants d'élever une objection à l'adhésion d'un Etat qui ne serait membre ni de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ni de l'Union Européenne, ni du Conseil de l'Europe.

Cette faculté d'objection est ouverte à tout Etat contractant dans le délai de six mois suivant la notification de l'adhésion. La faculté d'objection à l'égard des Etats déjà contractants et qui ne sont pas membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, de l'Union Européenne ou du Conseil de l'Europe, est aussi donnée à tout Etat, y compris au nouvel Etat adhérent, au moment où il ratifie, accepte ou approuve la Convention.

Articles 15 et 17 à 21

Ces articles contiennent les clauses finales habituelles des Conventions de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Selon l'article 17, l'entrée en vigueur de la Convention est subordonnée à sa ratification, acceptation, approbation ou adhésion par deux pays membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

X

*Le **modèle du certificat** figurant à l'annexe 1 appelle peu de commentaires. On notera simplement que le terme "Timbre" a été ajouté au mot "Sceau" dans l'ultime case du certificat, les deux vocables ayant une signification différente dans certaines langues alors que dans d'autres ils sont, du moins dans le langage courant, considérés comme synonymes et employés indifféremment l'un pour l'autre.*

TRADUCTIONS DES ANNEXES

ADOPTÉES PAR LE BUREAU LE 25 MARS 1999 A STRASBOURG

Allemagne

version allemande

Autriche

version allemande

Belgique

version allemande

version néerlandaise

Espagne

version espagnole

Grèce

version hellénique

Italie

version italienne

Luxembourg

version allemande

Pays-Bas

version néerlandaise

Portugal

version portugaise

Suisse

version allemande

version italienne

Turquie

version turque

ALLEMAGNE : *version allemande*

ANNEXE 1 : *Anlage 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

BESCHEINIGUNG AUSGESTELLT GEMÄSS DEM ÜBEREINKOMMEN DER INTERNATIONALEN ZIVILSTANDSKOMMISSION VON VOM

Gemäß den Artikeln 2, 3, 4, 5, 7 und 12 des Übereinkommens :

V Die vorliegende Bescheinigung wird von der zuständigen Behörde in jedem Vertragsstaat erteilt, um die Staatsangehörigkeit seiner Angehörigen zu bescheinigen.

V Die Bescheinigung wird auf Antrag der Person ausgestellt, deren Staatsangehörigkeit bestätigt werden soll. Sie kann auch auf den begründeten Antrag einer anderen Person erteilt werden, wenn ein rechtliches Interesse glaubhaft gemacht wird. Sie kann auf Wunsch des Antragstellers von der ausstellenden Behörde unmittelbar der Behörde übersandt werden, die die Vorlage verlangt hat.

V Die Bescheinigung ist von den anderen Vertragsstaaten innerhalb der Frist anzuerkennen, die durch ihre Gesetze oder Verwaltungsübung vorgesehen ist.

V Sie erbringt Beweis bis zum Nachweis des Gegenteils.

V Die Bescheinigung wird in der Amtssprache oder einer der Amtssprachen der ausstellenden Behörde außerdem in den Schriftzeichen der Sprache der Behörde geschrieben werden, die die Bescheinigung erteilt. Ein Datum ist in arabischen Ziffern einzutragen, die unter den Zeichen *Jo*, *Mo* und *An* den Tag, den Monat und das Jahr in dieser Reihenfolge bezeichnen. Der Tag und der Monat sind durch zwei, das Jahr ist durch vier Ziffern zu bezeichnen. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres sind durch die Ziffern von 01 bis 09 zu bezeichnen. Dem Namen jedes Ortes, der in der Bescheinigung vermerkt wird, ist der Name des Staates beizufügen, in dem dieser Ort liegt.

V Auf Wunsch des Antragstellers fügt die Behörde, die die Bescheinigung erteilt, die Liste der in der Bescheinigung aufgeführten Codes und ihre Übersetzung in der Amtssprache oder einer der Amtssprachen des Staates, in dem die Bescheinigung verwendet werden soll, oder in den Amtssprachen der Vertragsstaaten bei. Dieselbe Behörde kann auch eine Entschlüsselung vornehmen und die Bescheinigung in die Amtssprache oder eine der Amtssprachen des Staates übersetzen, in dem die Bescheinigung verwendet werden soll. Jeder Beteiligte kann bei der zuständigen Behörde des Staates, in dem die Bescheinigung verwendet wird, eine Übersetzung der Codes in die Amtssprache oder eine der Amtssprachen dieses Staates oder eine Entschlüsselung der Bescheinigung verlangen.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Anlage 2 : *Liste der Angaben und deren Codes*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Allemagne	Ausstellende Behörde
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Allemagne	Name des Unterzeichners
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Allemagne	Eigenschaft des Unterzeichners
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Allemagne	Staatsangehörigkeitsbescheinigung
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Allemagne	Bescheinigt, daß mit Datum vom heutigen Tage
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Allemagne	die Staatsangehörigkeit des oben genannten Staates hat
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Allemagne	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Allemagne	Ausstellungsort
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Allemagne	Geburtsort
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Allemagne	Männliches Geschlecht

3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Allemagne	Weibliches Geschlecht
7-	France	Nom
7	Allemagne	Name
8-	France	Prénom(s)
8	Allemagne	Vorname(n)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Allemagne	Unterschrift
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Allemagne	Stempel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Allemagne	Siegel
9-4-1	France	An
9-4-1	Allemagne	Jahr
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Allemagne	Monat
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Allemagne	Tag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Allemagne	Datum der Ausstellung
9-7	France	Date de naissance
9-7	Allemagne	Geburtsdatum

AUTRICHE : *version allemande*

ANNEXE 1 : *Anlage 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

BESTÄTIGUNG, DIE GEMÄß DEM AM IN UNTERZEICHNETEN ÜBEREINKOMMEN DER INTERNATIONALEN ZIVILSTANDSKOMMISSION AUSGESTELLT WIRD

Nach den Artikeln 2, 3, 4, 5, 7 und 12 des Übereinkommens :

V Die vorliegende Bestätigung wird von der zuständigen Behörde in jedem Vertragsstaat ausgestellt, um die Staatsangehörigkeit seiner Staatsbürger(innen) zu bestätigen.

V Die Bestätigung wird auf Verlangen der Person ausgestellt, deren Staatsangehörigkeit bestätigt werden soll. Sie kann auch auf Verlangen einer anderen Person ausgestellt werden, wenn diese ihr rechtliches Interesse daran nachweist. Sie kann auf Verlangen des(der) Antragstellers(Antragstellerin) direkt von der Behörde, die sie ausgestellt hat, an die Behörde, die um die Ausstellung ersucht hat, übermittelt werden.

V Die Bestätigung muß von den anderen Vertragsstaaten innerhalb der von deren Gesetzen oder von deren Verwaltungspraktiken vorgesehenen Fristen angenommen werden.

V Sie hat bis zum Beweis des Gegenteils volle Beweiskraft.

V Die Bestätigung wird in der oder einer der offiziellen Sprachen der Behörde, die die Bestätigung ausstellt, und in französischer Sprache abgefaßt. Die Eintragungen sind in lateinischen Druckbuchstaben vorzunehmen; sie können außerdem in den Schriftzeichen der Sprache der Behörde, die die Bestätigung ausstellt, vorgenommen werden. Die Daten sind in arabischen Ziffern einzutragen, die nacheinander unter den Zeichen *Jo*, *Mo* und *An* den Tag, den Monat und das Jahr angeben. Der Tag und der Monat sind durch eine zweistellige Zahl, das Jahr vierstellig anzugeben. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres sind in Zahlen von 01 bis 09 anzugeben. Jedem Ortsnamen, der in der Bestätigung angegeben ist, folgt der Name des Staates, in dem dieser Ort liegt.

V Auf Verlangen des Antragstellers schließt die Behörde, die die Bestätigung ausstellt, eine Liste jener Kodes an, die in der Bestätigung verwendet werden sowie deren Übersetzung in die oder eine der offiziellen Sprachen des Staates, in dem die Bestätigung verwendet werden soll, oder in die offiziellen Sprachen der Vertragsstaaten. Dieselbe Behörde kann auch dekodieren, indem sie die Bestätigung in die offizielle oder eine der offiziellen Sprachen des Staates übersetzt, in dem diese verwendet wird. Jede(r) Interessierte kann von der zuständigen Behörde des Staates, in dem die Bescheinigung verwendet wird, eine Übersetzung der Kodes in die offizielle oder eine der offiziellen Sprachen dieses Staates verlangen oder aber die Dekodierung durchzuführen.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Anlage 2 : *Liste der Angaben und deren Kodes*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Autriche	Ausstellende Behörde
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Autriche	Name des Unterzeichners
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Autriche	Funktion des Unterzeichners
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Autriche	Staatsangehörigkeitsbestätigung
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Autriche	bestätigt daß am heutigen Tag
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Autriche	die Staatsangehörigkeit des oben genannten Staates hat
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Autriche	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Autriche	Ort der Ausstellung
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Autriche	Geburtsort

3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Autriche	Männliches Geschlecht
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Autriche	Weibliches Geschlecht
7-	France	Nom
7	Autriche	Name
8-	France	Prénom(s)
8	Autriche	Vorname(n)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Autriche	Unterschrift
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Autriche	Stempel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Autriche	Siegel
9-4-1	France	An
9-4-1	Autriche	Jahr
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Autriche	Monat
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Autriche	Tag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Autriche	Datum der Ausstellung
9-7	France	Date de naissance
9-7	Autriche	Geburtsdatum

BELGIQUE : *version allemande*

ANNEXE 1 : *Anlage 1 - Rückseite*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

NACHWEIS AUSGESTELLT GEMÄß DEM ÜBEREINKOMMEN DER INTERNATIONALEN ZIVILSTANDSKOMMISSION VON VOM

Gemäß den Artikeln 2, 3, 4, 5, 7 und 12 dieses Übereinkommens :

V wird der Staatsangehörigkeitsnachweis von der zuständigen Behörde des Vertragsstaates ausgereicht, damit er die Nationalität seiner Staatsangehörigen nachweisen kann ;

V wird der Nachweis auf Ersuchen der Person, die ihre Nationalität nachweisen muß, ausgestellt. Dieser Nachweis kann ebenfalls auf das begründete Ersuchen einer anderen Person ausgestellt werden, wenn ein berechtigtes juristisches Interesse solches rechtfertigt. Auf Ersuchen des Antragstellers kann die Behörde, die den Staatsangehörigkeitsnachweis ausgestellt hat, den Nachweis direkt der Behörde, die um den Nachweis gebeten hat, zuschicken.

V muß der Nachweis von den Vertragsstaaten akzeptiert werden falls er innerhalb der aufgrund des geltenden Gesetzes oder der amtlichen Bräuche in diesen Staaten vorgeschriebenen Vorlegungsfrist zur Annahme vorgelegt wird ;

V ist er authentisch bis zum Beweis des Gegenteils ;

V wird der Nachweis in der offiziellen Sprache oder in einer der offiziellen Sprachen der ausreichenden Instanz, sowie in der französischen Sprache ausgestellt. Eintragungen werden in lateinischen Druckbuchstaben geschrieben ; sie dürfen darüber hinaus in Buchstaben der Sprache der Instanz die den vorliegenden Nachweis ausstellt, geschrieben werden. Daten werden in arabischen Ziffern geschrieben, wobei nacheinander anhand der Symbolen *Jo, Mo, An*, der Tag, der Monat und das Jahr angegeben werden. Der Tag und der Monat werden je mit zwei Ziffern, das Jahr mit vier Ziffern angegeben. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres werden mit Ziffern von 01 bis 09 angegeben. Dem Namen jedes Ortes, der in dem Nachweis vermerkt wird, ist der Name des Staates beizufügen, in dem dieser Ort liegt ;

V muß die Behörde, die den Nachweis ausstellt, auf Ersuchen des Antragstellers dem Nachweis die Liste der darin angewendeten Kodex beifügen, genauso wie deren Übersetzung in die offizielle Sprache oder in eine der offiziellen Sprachen des Staates wo der Nachweis benützt wird, oder in die offiziellen Sprachen der Vertragsstaaten. Dieselbe Behörde kann den Nachweis auch entziffern, indem sie ihn in die offizielle Sprache oder in eine der offiziellen Sprachen des Staates wo er benützt wird, übersetzt. Jeder Beteiligte kann die zuständige Behörde des Staates wo der Nachweis benützt wird, darum bitten die Kodex in die offizielle Sprache oder in eine der offiziellen Sprachen des betreffenden Staates zu übersetzen oder den Nachweis zu entziffern.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Anlage 2 : *Liste der Angaben und deren Codes*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Belgique-d	Ausstellende Behörde
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Belgique-d	Name des Unterzeichners
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Belgique-d	Eigenschaft des Unterzeichners
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Belgique-d	Staatsangehörigkeitsnachweis
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Belgique-d	Bestätigt daß unterm heutigen Datum
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Belgique-d	die Staatsangehörigkeit oben erwähnten Staates besitzt
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Belgique-d	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Belgique-d	Ort der Ausstellung
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Belgique-d	Geburtsort
3-4-1	France	Sexe masculin

3-4-1	Belgique-d	Männliches Geschlecht
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Belgique-d	Weibliches Geschlecht
7-	France	Nom
7	Belgique-d	Name
8-	France	Prénom(s)
8	Belgique-d	Vorname(n)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Belgique-d	Unterschrift
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Belgique-d	Stempel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Belgique-d	Siegel
9-4-1	France	An
9-4-1	Belgique-d	Jahr
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Belgique-d	Monat
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Belgique-d	Tag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Belgique-d	Datum der Ausstellung
9-7	France	Date de naissance
9-7	Belgique-d	Geburtsdatum

BELGIQUE : *version néerlandaise*

ANNEXE 1 : *Bijlage 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

BEWIJS AFGEGEVEN INGEVOLGE DE OVEREENKOMST VAN DE INTERNATIONALE COMMISSIE VOOR DE BURGERLIJKE STAND, ONDERTEKEND TE OP

Naar luid van de artikelen 2, 3, 4, 5, 7 en 12 van deze Overeenkomst :

V wordt het nationaliteitsbewijs uitgereikt door de bevoegde autoriteit van de Verdragsluitende Staat teneinde de nationaliteit van zijn onderdanen te bewijzen ;

V wordt het bewijs opgesteld op verzoek van de persoon die zijn nationaliteit moet bewijzen. Dat bewijs kan eveneens worden uitgereikt op een met redenen omkleed verzoek van een ander persoon, indien een wettig juridisch belang zulks rechtvaardigt. Op vraag van de verzoeker kan de autoriteit die het nationaliteitsbewijs heeft opgesteld dat bewijs rechtstreeks toezenden aan de autoriteit die om de afgifte ervan heeft verzocht ;

V moet het nationaliteitsbewijs worden aanvaard door de andere Verdragsluitende Staten wanneer het wordt overgelegd binnen de termijn bepaald bij de wet of op grond van de bestuurlijke gewoonten van die Staten ;

V heeft het bewijskracht behoudens bewijs van het tegendeel ;

V wordt het bewijs opgesteld in de officiële taal of in een van de officiële talen van de autoriteit die het afgeeft, alsmede in de Franse taal. De gegevens die in het bewijs moeten worden vermeld, worden in Latijnse drukletters geschreven. Zij kunnen bovendien worden geschreven in de lettertekens van de taal van de instantie die onderhavig stuk uitreikt. De datums worden in Arabische cijfers geschreven, waarbij achtereenvolgens aan de hand van de symbolen *Jo, Mo* de cijfers 01 tot 09. De naam van een plaats vermeld op het bewijs wordt steeds gevolgd door de naam van de Staat waarin die plaats gelegen is ;

V moet de autoriteit die het bewijs uitrekt op verzoek van de aanvrager bij het bewijs de lijst met de daarin aangewende codes voegen, alsook de vertaling ervan in de officiële taal of in een van de officiële talen van de Staat waar het bewijs wordt aangewend, of in de officiële talen van de Verdragsluitende Staten. Dezelfde autoriteit kan het bewijs ook decoderen door het te vertalen in de officiële taal of in een van de officiële talen van de Staat waar het wordt aangewend. Iedere belanghebbende persoon kan de bevoegde autoriteit van de Staat waar het bewijs wordt aangewend, erom verzoeken de codes in de officiële taal of in een van de officiële talen van voornoemde Staat te vertalen of het bewijs te decoderen.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Bijlage 2 : *Lijst van vermeldingen en de codes ervan*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Belgique-nl	Afgevende autoriteit
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Belgique-nl	Naam van de ondertekenaar
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Belgique-nl	Hoedanigheid van de ondertekenaar
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Belgique-nl	Nationaliteitsbewijs
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Belgique-nl	Bevestigt dat op de datum van vandaag
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Belgique-nl	de nationaliteit van hoger vermelde Staat bezit
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Belgique-nl	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Belgique-nl	Plaats van afgifte
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Belgique-nl	Plaats van geboorte
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Belgique-nl	Mannelijk
3-4-2	France	Sexe féminin

3-4-2	Belgique-nl	Vrouwelijk
7-	France	Nom
7	Belgique-nl	Naam
8-	France	Prénom(s)
8	Belgique-nl	Voorna(a)m(en)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Belgique-nl	Handtekening
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Belgique-nl	Zegel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Belgique-nl	Stempel
9-4-1	France	An
9-4-1	Belgique-nl	Jaar
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Belgique-nl	Maand
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Belgique-nl	Dag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Belgique-nl	Datum van afgifte
9-7	France	Date de naissance
9-7	Belgique-nl	Datum van geboorte

ESPAGNE : *version espagnole*

ANNEXE 1 : *Anejo 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

CERTIFICADO EXPEDIDO EN APLICACION DEL CONVENIO DE LA COMISION INTERNACIONAL DEL ESTADO CIVIL FIRMADO EN EL

Según los artículos 2, 3, 4, 5, 7 y 12 del Convenio :

V El presente certificado se expide por la autoridad competente en cada Estado contratante para certificar la nacionalidad de sus ciudadanos.

V El certificado se otorga a solicitud de la persona de la que se trata de probar la nacionalidad. También puede ser expedido a solicitud motivada de otra persona, si se justifica un interés jurídica legítimo. Si el requirente lo solicita, el certificado puede ser enviado directamente por la autoridad que lo ha otorgado a la autoridad que ha solicitado su expedición.

V El certificado debe ser aceptado por los otros Estados contratantes durante el plazo determinado por la ley o las prácticas administrativas de éstos.

V Hace fe hasta prueba en contrario.

V El certificado se redacta en la lengua o en una de las lenguas oficiales de la autoridad que lo expide, así como en la lengua francesa. Las informaciones del certificado se escriben en caracteres latinos de impr además, escribirse en los caracteres de la lengua de la autoridad que expide el certificado. Las fechas se escriben en cifras árabes que indiquen sucesivamente, bajo los símbolos *Jo*, *Mo* y *An*, el día, el mes y el año. El día y el mes se indican por dos cifras, el año por cuatro cifras. Los nueve primeros días del mes y los nueve primeros meses del año se indican mediante cifras que vayan del 01 al 09. El nombre de todo lugar mencionado en el certificado debe ir seguido del nombre del Estado en que ese lugar esté situado.

V Si el requirente lo solicita, la autoridad que expida el certificado une a él la lista de los códigos que figuran en el certificado y su traducción a la lengua oficial o a una de las lenguas oficiales del Estado en el que el certificado será utilizado, o a las lenguas oficiales de los Estados contratantes. La misma autoridad puede también proceder a la descodificación traduciendo el certificado a la lengua oficial o a una de las lenguas oficiales del Estado en el que será utilizado. Cualquier interesado puede socitar de la autoridad competente del Estado en el que el certificado es utilizado que traduzca los códigos en la lengua oficial o en una de las lenguas oficiales de este Estado o que proceda a la descodificación del certificado.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Anejo 2 : *Lista de enunciaciones y sus códigos*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Espagne	Autoridad de expedición
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Espagne	Apellidos del firmante
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Espagne	Calidad del firmante
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Espagne	Certificado de nacionalidad
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Espagne	Certifica que en la fecha de hoy
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Espagne	tiene la nacionalidad del Estado antes mencionado
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Espagne	Estado
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Espagne	Lugar de expedición
2-4	France	Lieu de naissance

2-4	Espagne	Lugar de nacimiento
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Espagne	Sexo masculino
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Espagne	Sexo femenino
7-	France	Nom
7	Espagne	Apellidos
8-	France	Prénom(s)
8	Espagne	Nombre propio
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Espagne	Firma
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Espagne	Timbre
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Espagne	Sello
9-4-1	France	An
9-4-1	Espagne	Año
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Espagne	Mes
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Espagne	Día
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Espagne	Fecha de expedición
9-7	France	Date de naissance
9-7	Espagne	Fecha del nacimiento

GRECE : version hellénique

ANNEXE 1 : ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΠΟΥ ΧΟΡΗΓΕΙΤΑΙ ΚΑΤ' ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΗΣ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗΣ Η ΟΠΟΙΑ ΥΠΟΓΡΑΦΗΚΕ ΣΤ ΣΤΙΣ

Σύμφωνα με τα άρθρα 2, 3, 4, 5, 7 και 12 της Σύμ

V Το παρόν πιστοποιητικό εκδίδεται από την Αρχή που είναι αρμόδια, σε κάθε συμβαλλόμενο Κράτος, για να βεβαιώνει την ιθαγένεια των υπηκόων του.

V Το πιστοποιητικό συντάσσεται ύστερα από αίτηση του προσώπου, του οποίου πρόκειται να βεβαιωθεί η ιθαγένεια. Μπορεί επίσης να εκδοθεί ύστερα από αιτιολογημένη αίτηση άλλου προσώπου εφόσον αποδεικνύεται έννομο συμφέρον. Αν το ζητήσει αυτός που υποβάλλει την αίτηση, μπορεί να σταλεί απευθείας από την Αρχή που το εξέδωσε στην Αρχή που ζήτησε την προσαγωγή του.

V Το πιστοποιητικό πρέπει να γίνεται δεκτό από τα άλλα συμβαλλόμενα Κράτη κατά τη διάρκεια της περιόδου που ορίζεται από το δίκαιό τους ή από τις διοικητικές πρακτικές τους.

V Αποτελεί απόδειξη μέχρι να αποδειχθεί το αντίθετο.

V Το πιστοποιητικό συντάσσεται στη γλώσσα ή σε μια από τις επίσημες γλώσσες της Αρχής, που το εκδίδει, και στη γαλλική γλώσσα. Οι εγγραφές στο πιστοποιητικό γράφονται με κεφαλαίους λατινικούς χαρακτήρες^ο μπορούν επιπλέον να γραφούν και με χαρακτήρες της γλώσσας της Αρχής που εκδίδει το πιστοποιητικό. Οι ημερομηνίες γράφονται με αρκai δείχνουν κατά σειρά, κάτω από τα σύμβολο *Jo*, *Mo* και *Ah* την ημέρα, το μήνα και το έτος. Η ημέρα και ο μήνας γράφονται με δύο αριθμούς, το έτος με τέσσερις αριθμούς. Οι εννέα πρώτες ημέρες του μήνα και οι εννέα πρώτοι μήνες του έτους γράφονται με αριθμούς από το 01 έως το 09. Το όνομα κάθε τόπου που αναφέρεται στο πιστοποιητικό συνοδodεύεται από το όνομα του Κράτους, όπου βρίσκεται ο τόπος.

V Εάν το ζητάει αυτός που υποβάλλει την αίτηση, η Αρχή που εκδίδει την πράξη επισυνάπτει τον κατάλογο των κωδικών αριθμών που εμφανίζονται στο πιστοπkai τη μετάφρασή τους στην επίσημη γλώσσα ή μία από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους όπου θα χρησιμοποιηθεί το πιστοποιητικό, ή στις επίσημες γλώσσες των συμβαλλομένων Κρατών. Η ίδια αυτή Αρχή μπορεί επίσης να προβεί στην αποκωδικοποίηση μεταφράζοντας το πιστοποιητικό στην επίσημη γλώσσα ή σε μία από της επίσημες γλώσσες του Κράτους όπου θα χρησιμοποιηθεί. Κάθε ενδιαφερόμενος μπορεί να ζητήσει από την αρμόδια Αρχή του Κράτους, όπου χρησιμοποιείται το πιστοποιητικό, να μεταφράσει τους κωδικούς αριθμούς στην επίσημη γλώσσα ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους αυτού ή να προβεί στην αποκωδικοποίηση του πιστοποιητικού.

ANNEXE2 : LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 : Πίνακας εγγραφών και κωδική απόδοσή τους

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Grèce	Αρχή που εξέδωσε την πράξη
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Grèce	Επώνυμο εκείνου που υπογράφει
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Grèce	Ιδιότητα εκείνου που υπογράφει
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Grèce	Πιστοποιητικό ιθαγένειας
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Grèce	Βεβαιώνει ότι σήμερα
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Grèce	έχει την ιθαγένεια του Κράτους που αναφέρεται πiό πάνω
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Grèce	Κράτος
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Grèce	Τόπος έκδοσης
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Grèce	Τόπος γέννησης
3-4-1	France	Sexe masculin

3-4-1	Grèce	<i>Φύλο άρρεν</i>
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Grèce	<i>Φύλο θήλυ</i>
7-	France	Nom
7	Grèce	<i>Επώνυμο</i>
8-	France	Prénom(s)
8	Grèce	<i>Όνομα</i>
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Grèce	<i>Υπογραφή</i>
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Grèce	<i>Χαρτόσημο</i>
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Grèce	<i>Σφραγίδα</i>
9-4-1	France	An
9-4-1	Grèce	<i>Έτος</i>
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Grèce	<i>Μήνας</i>
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Grèce	<i>Ημέρα</i>
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Grèce	<i>Ημερομηνία χορήγησης</i>
9-7	France	Date de naissance
9-7	Grèce	<i>Ημερομηνία γέννησης</i>

ITALIE : *version italienne*

ANNEXE 1 : *Annesso 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

CERTIFICATO RILASCIATO IN APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE DELLA COMMISSIONE INTERNAZIONALE DELLO STATO CIVILE FIRMATA A IL

Secondo gli articoli 2, 3, 4, 5, 7 e 12 della Convenzione :

V Questo certificato è rilasciato dall'Autorità competente di ciascuno Stato contraente al fine di certificare la cittadinanza dei propri cittadini.

V Il certificato è rilasciato a richiesta della persona la cui cittadinanza deve essere attestata. Esso può essere rilasciato anche a richiesta motivata di un'altra persona che vi abbia un interesse giuridico legittimo. Se il richiedente ne fa domanda, esso può essere inviato direttamente dall'autorità che lo rilascia all'autorità che ne ha richiesto la presentazione.

V Il certificato è accettato dagli altri Stati contraenti nei termini di scadenza stabiliti dalle proprie leggi o dalle proprie prassi amministrative.

V Fa fede fino a prova contraria.

V Il certificato deve essere redatto nella lingua o in una delle lingue ufficiali dell'autorità che lo rilascia e nella lingua francese. Le iscrizioni che devono essere riportate nel certificato vanno scritte in caratteri latini di stampa ; esse possono inoltre essere scritte nei caratteri della lingua dell'autorità che rilascia il certificato. Le date vanno scritte con numeri arabi indicando successivamente sotto i simboli *Jo*, *Mo* e *An* il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I nove primi giorni del mese ed i nove primi mesi dell'anno sono indicati con cifre da 01 a 09. Il nome di qualsiasi località menzionata nel certificato è seguito dal nome dello Stato ove si trova detta località.

V Su domanda del richiedente, l'autorità che rilascia il certificato allega la lista dei codici che figurano nel certificato e la loro traduzione nella lingua ufficiale o una delle lingue ufficiali dello Stato dove il certificato sarà utilizzato o nelle lingue ufficiali degli Stati contraenti. La medesima autorità può anche procedere alla decodificazione traducendo il certificato nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui verrà utilizzato. Ogni interessato può chiedere all'autorità competente dello Stato nel quale il certificato è utilizzato di tradurre i codici nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali di questo Stato o di procedere alla decodificazione del certificato.

ANNEXE2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Annesso 2 : *Lista delle enunciazioni e loro codici*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Italie	Autorità di rilascio
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Italie	Nome del firmatario
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Italie	Qualifica del firmatario
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Italie	Certificato di cittadinanza
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Italie	Certifica che alla data odierna
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Italie	è cittadino dello Stato suindicato
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Italie	Stato
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Italie	Luogo di rilascio
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Italie	Luogo di nascita
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Italie	Sesso maschile

3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Italie	Sesso femminile
7-	France	Nom
7	Italie	Cognome
8-	France	Prénom(s)
8	Italie	Nome
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Italie	Firma
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Italie	Timbro
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Italie	Sigillo
9-4-1	France	An
9-4-1	Italie	Anno
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Italie	Mese
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Italie	Giorno
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Italie	Data di rilascio
9-7	France	Date de naissance
9-7	Italie	Data di nascita

LUXEMBOURG : version allemande

ANNEXE 1 : **Anlage 1**

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

BESCHEINIGUNG, AUSGESTELLT GEMÄSS DEM ÜBEREINKOMMEN DER INTERNATIONALEN ZIVILSTANDSKOMMISSION VON VOM

Gemäß den Artikeln 2, 3, 4, 5, 7 und 12 des Übereinkommens :

V Gegenwärtige Bescheinigung wird von der zuständigen Behörde eines jeden Vertragsstaates ausgestellt, um die Staatsangehörigkeit seiner Bürger zu bescheinigen.

V Die Bescheinigung wird auf Antrag der betreffenden Person ausgestellt, deren Staatsangehörigkeit bescheinigt werden soll. Sie kann auch auf begründeten Antrag einer anderen Person ausgestellt werden, wenn ein legitimes rechtliches Interesse vorliegt. Sie kann, wenn der Antragsteller es verlangt, unmittelbar von der Behörde, die sie ausgestellt hat, an die Behörde, die sie verlangt hat, weitergeleitet werden.

V Die Bescheinigung muss von den anderen Vertragsstaaten anerkannt werden, wenn sie innerhalb der Fristen vorgelegt wird, die in dem Staat, in dem sie verwendet wird durch Gesetz oder Gewohnheitsrecht vorgesehen sind.

V Sie erbringt Beweis bis zum Nachweis des Gegenteils.

V Die Bescheinigung ist in der Amtssprache oder einer der Amtssprachen der ausstellenden Behörde sowie in französischer Sprache abgefaßt. Die Eintragungen in der Bescheinigung sind in lateinischen Druckbuchstaben vorzunehmen; sie können außerdem in den Schriftzeichen der Sprache der Behörde geschrieben werden, die die Bescheinigung ausstellt. Die Daten sind in arabischen Zahlen einzutragen, die unter den Zeichen *Jo*, *Mo* und *An* den Tag, den Monat und das Jahr in dieser Reihenfolge bezeichnen. Der Tag und der Monat sind durch zwei, das Jahr ist durch vier Ziffern zu bezeichnen. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres sind durch die Ziffern von 01 bis 09 zu bezeichnen. Dem Namen jedes Ortes, der in der Bescheinigung vermerkt wird, ist der Name des Staates beizufügen, in dem dieser Ort liegt.

V Wenn der Antragsteller es verlangt, wird die Behörde, die die Bescheinigung ausstellt, die Liste der Zahlenschlüssel beifügen, die in der Bescheinigung verwendet werden, und ihre Übersetzung in die Amtssprache oder eine der Amtssprachen des Staates, in dem die Bescheinigung verwendet wird. Dieselbe Behörde kann auch die Entschlüsselung vornehmen, in dem sie die Bescheinigung in die Amtssprache oder eine der Amtssprachen des Staates, in dem sie verwendet wird, übersetzt. Jeder Interessent kann von der zuständigen Behörde eines Staates, in dem die Bescheinigung verwendet wird, verlangen, daß sie die Zahlenschlüssel in die Amtssprache oder eine der Amtssprachen dieses Staates übersetzt oder daß sie die Entschlüsselung der Bescheinigung vornimmt.

ANNEXE 2 : **LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES**

Anlage 2 : *Liste der Angaben und deren Kodes*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Luxembourg-d	Ausstellende Behörde
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Luxembourg-d	Name des Unterzeichners
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Luxembourg-d	Eigenschaft des Unterzeichners
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Luxembourg-d	Staatsangehörigkeitsnachweis
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Luxembourg-d	bescheinigt heute daß
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Luxembourg-d	die Staatsangehörigkeit des oben genannten Staates besitzt
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Luxembourg-d	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Luxembourg-d	Ort der Ausstellung
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Luxembourg-d	Geburtsort

3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Luxembourg-d	Männliches Geschlecht
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Luxembourg-d	Weibliches Geschlecht
7-	France	Nom
7	Luxembourg-d	Name
8-	France	Prénom(s)
8	Luxembourg-d	Vorname(n)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Luxembourg-d	Unterschrift
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Luxembourg-d	Stempel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Luxembourg-d	Siegel
9-4-1	France	An
9-4-1	Luxembourg-d	Jahr
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Luxembourg-d	Monat
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Luxembourg-d	Tag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Luxembourg-d	Datum der Ausstellung
9-7	France	Date de naissance
9-7	Luxembourg-d	Geburtsdatum

PAYS-BAS : *version néerlandaise*

ANNEXE 1 : *Bijlage 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

VERKLARING AFGEGEVEN KRACHTENS DE OVEREENKOMST VAN DE INTERNATIONALE COMMISSIE VOOR DE BURGERLIJKE STAND, ONDERTEKEND TE OP

Op grond van de artikelen 2, 3, 4, 5, 7 en 12 van de Overeenkomst :

V wordt deze verklaring in elke Staat die partij is bij deze Overeenkomst afgegeven door de daartoe bevoegde autoriteit ten bewijze van de nationaliteit van zijn onderdanen.

V wordt de verklaring opgemaakt op verzoek van de persoon wiens nationaliteit dient te worden aangetoond. De verklaring kan ook worden afgegeven op een gemotiveerd verzoek van een andere persoon, die diens gerechtvaardigd belang bij de verkrijging dient aan te tonen. Op verzoek van de aanvrager kan de verklaring door de autoriteit die de verklaring heeft opgemaakt rechtstreeksgezonden worden aan de autoriteit die om de overlegging ervan verzocht heeft.

V strekt de verklaring tot bewijs behoudens tegenbewijs

V dient de verklaring opgemaakt te worden in de officiële taal of in een van de officiële talen van het land van de autoriteit die de verklaring heeft afgegeven alsmede in de Franse taal. De vermeldingen in de verklaring worden in Latijnse drukletters geschreven; zij kunnen bovendien worden geschreven in de lettertekens van de taal van de autoriteit die de verklaring afgeeft. De data worden in Arabische cijfers, die achtereenvolgens onder de symbolen *Jo*, *Mo* en *An*, de dag, de maand en het jaar aanduiden. De dag en de maand worden aangegeven door twee cijfers, het jaar door vier cijfers. De negen eerste dagen van de maand en de eerste negen maanden van het jaar worden aangegeven door de cijfers 01 tot en met 09. Elke plaatsnaam die in de verklaring vermeld staat, wordt gevolgd door de naam van de Staat waar die plaats gelegen is.

V voegt de autoriteit die de verklaring afgeeft, indien de belanghebbende hierom verzoekt, de lijst bij van de coderingen die in de verklaring voorkomen en hun vertaling in de officiële taal of in een van de officiële talen van de Staat waar de verklaring zal worden gebruikt, of in de officiële talen van de Staten die partij zijn bij de Overeenkomst. De voormelde autoriteit kan de vertaling ook decoderen door deze te vertalen in de officiële taal of in een van de officiële talen van de Staat waar de verklaring gebruikt zal worden. Elke belanghebbende kan de bevoegde autoriteit in het land waar de verklaring gebruikt zal worden verzoeken om de coderingen te vertalen in de officiële taal of in een van de officiële talen van die Staat of om de verklaring te decoderen.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Bijlage 2 : *Lijst van vermeldingen en hun codering*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Pays-Bas	Afgevende autoriteit
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Pays-Bas	Naam van degene die heeft ondertekend
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Pays-Bas	Hoedanigheid van degene die heeft ondertekend
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Pays-Bas	Verklaring van nationaliteit
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Pays-Bas	verklaart dat heden
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Pays-Bas	de nationaliteit bezit van de bove
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Pays-Bas	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Pays-Bas	Plaats van afgifte
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Pays-Bas	Plaats van geboorte
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Pays-Bas	Mannelijk

3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Pays-Bas	Vrouwelijk
7-	France	Nom
7	Pays-Bas	Geslachtsnaam
8-	France	Prénom(s)
8	Pays-Bas	Voorna(a)m(en)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Pays-Bas	Handtekening
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Pays-Bas	Zegel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Pays-Bas	Stempel
9-4-1	France	An
9-4-1	Pays-Bas	Jaar
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Pays-Bas	Maand
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Pays-Bas	Dag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Pays-Bas	Datum van afgifte
9-7	France	Date de naissance
9-7	Pays-Bas	Dum van geboorte

PORTUGAL : *version portugaise*

ANNEXE 1 : *Anexo 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

CERTIFICADO EMITIDO EM APLICAÇÃO DA CONVENÇÃO DA COMISSÃO INTERNACIONAL DO ESTADO CIVIL ASSINADA EM AOS

De acordo com os artigos 2, 3, 4, 5, 7 e 12 da Convenção :

V O presente certificado é emitido pela autoridade competente em cada Estado contratante para certificar a nacionalidade dos seus nacionais.

V O certificado é emitido a pedido da pessoa cuja nacionalidade é atestada. Também pode ser emitido a pedido fundamentado de outra pessoa, que demonstre possuir um interesse jurídico legítimo. Se o requerente o solicitar, a autoridade emitente pode enviar directamente o certificado à autoridade que solicitou a sua apresentação.

V O certificado deve ser aceite pelos demais Estados contratantes durante o prazo determinado pelas suas leis ou pelas práticas administrativas.

V Faz fé até prova em contrário.

V O certificado é redigido na língua ou numa das línguas oficiais da autoridade emitente e em língua francesa. As menções a levar ao certificado são escritas em caracteres latinos de imprensa; além disso, podem ainda ser escritas nos caracteres da língua da autoridade que emite o certificado. As datas são inscritas em algarismos árabes, indicando sucessivamente, sob os símbolos Jo, Mo e An, o dia, o mês e o ano. O dia e o mês são indicados por dois algarismos, o ano por quatro algarismos. Os primeiros nove dias do mês e os primeiros nove meses do ano são indicados por algarismos que vão de 01 ao 09. O nome de qualquer lugar mencionado no certificado é seguido do nome do Estado onde esse lugar se situa.

V Se o interessado o pedir, a autoridade que emite o certificado anexa a lista dos códigos mencionados no certificado e a sua tradução na língua oficial ou numa das línguas oficiais do Estado onde o certificado será utilizado, ou nas línguas oficiais dos Estados contratantes. Esta mesma autoridade também pode proceder à descodificação através da tradução do certificado na língua oficial ou numa das línguas oficiais do Estado onde será utilizado. Qualquer interessado pode pedir à autoridade competente do Estado no qual o certificado é utilizado para traduzir os códigos, na língua oficial ou numa das línguas oficiais deste Estado ou para proceder à descodificação do certificado.

ANNEXE 2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Anexo 2 : *Lista das menções e códigos respectivos*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Portugal	Autoridade emissora
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Portugal	Nome do signatário
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Portugal	Qualidade do signatário
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Portugal	Certificado de nacionalidade
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Portugal	Certifico que na data de hoje
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Portugal	tem a nacionalidade do Estado acima
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Portugal	Estado
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Portugal	Lugar de emissão
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Portugal	Lugar de nascimento
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Portugal	Sexo masculino
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Portugal	Sexo feminino

7-	France	Nom
7	Portugal	Apelidos
8-	France	Prénom(s)
8	Portugal	Nome próprio
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Portugal	Assinatura
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Portugal	Carimbo
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Portugal	Selo
9-4-1	France	An
9-4-1	Portugal	Ano
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Portugal	Mês
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Portugal	Dia
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Portugal	Data da emissão
9-7	France	Date de naissance
9-7	Portugal	Data de nascimento

SUISSE : version allemande

ANNEXE 1 : Anlage 1 - Rückseite

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

BESCHEINIGUNG, AUSGESTELLT GEMÄSS DEM ÜBEREINKOMMEN DER INTERNATIONALEN ZIVILSTANDSKOMMISSION VON
..... VOM

Gemäss den Artikeln 2, 3, 4, 5, 7 und 12 des Übereinkommens :

V wird die vorliegende Bescheinigung von der zuständigen Behörde jedes Vertragsstaates ausgestellt, um die Staatsangehörigkeit seiner Angehörigen nachzuweisen ;

V wird die Bescheinigung auf Verlangen der Person ausgestellt, deren Staatsangehörigkeit nachgewiesen werden soll. Sie kann auch auf begründetes Verlangen einer andern Person ausgestellt werden, wenn diese ein rechtlich schützenswertes Interesse geltend macht. Wenn die ersuchende Person es wünscht, kann die Bescheinigung von der ausstellenden Behörde direkt der Behörde zugestellt werden, welche die Vorlage gefordert hat ;

V muss die Bescheinigung von den andern Vertragsstaaten während der nach ihrem Gesetz oder ihrer Verwaltungspraxis bestimmten Gültigkeitsdauer akzeptiert werden ;

V gilt sie richtig bis zum Beweis des Gegenteils ;

V wird die Bescheinigung in der offiziellen Sprache oder in einer der offiziellen Sprachen der ausstellenden Behörde sowie in französischer Sprache ausgestellt. Die Eintragungen werden in lateinischen Druckbuchstaben geschrieben. Sie dürfen überdies in Buchstaben der Sprache der Behörde, welche die Bescheinigung ausstellt, geschrieben werden. Die Daten werden in arabischen Ziffern geschrieben, wobei nacheinander anhand der Symbole *Jo*, *Mo* und *An* der Tag, der Monat und das Jahr angegeben werden. Der Tag und der Monat werden je mit zwei Ziffern, das Jahr mit vier Ziffern angegeben. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres werden mit Ziffern von 01 bis 09 angegeben. Dem Namen jedes in der Bescheinigung erwähnten Ortes folgt der Name des Staates, in dem dieser Ort liegt ;

V fügt die ausstellende Behörde auf Verlangen der ersuchenden Person der Bescheinigung eine Liste der aufgeführten Code und ihre Übersetzung in die offizielle Sprache oder in eine der offiziellen Sprachen des Staates, wo die Bescheinigung verwendet werden soll, oder in die offiziellen Sprachen der Vertragsstaaten bei. Dieselbe Behörde kann die Entschlüsselung auch vormehmen, indem sie die Bescheinigung in die Amtssprache oder in einer der Amtssprachen des Staates übersetzt, wo die Bescheinigung verwendet werden soll. Jede interessierte Person kann die zuständige Behörde des Staates, in dem die Bescheinigung verwendet wird, ersuchen, die Code in die offizielle Sprache oder in eine der offiziellen Sprachen dieses Staates zu übersetzen oder die Entschlüsselung vorzunehmen.

ANNEXE 2 : LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES

Anlage 2 : Liste der Angaben und deren Codes

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Suisse-d	Ausstellende Behörde
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Suisse-d	Name des Unterzeichners
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Suisse-d	Funktion des Unterzeichners
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Suisse-d	Bescheinigung der Staatsangehörigkeit
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Suisse-d	Bescheinigt, dass am heutigen Tag
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Suisse-d	die Staatsangehörigkeit des oben genannten Staates besitzt
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Suisse-d	Staat
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Suisse-d	Ausstellungsort
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Suisse-d	Geburtsort

3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Suisse-d	Männliches Geschlecht
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Suisse-d	Weibliches Geschlecht
7-	France	Nom
7	Suisse-d	Name
8-	France	Prénom(s)
8	Suisse-d	Vorname(n)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Suisse-d	Unterschrift
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Suisse-d	Stempel
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Suisse-d	Siegel (Stempel)
9-4-1	France	An
9-4-1	Suisse-d	Jahr
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Suisse-d	Monat
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Suisse-d	Tag
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Suisse-d	Datum der Ausstellung
9-7	France	Date de naissance
9-7	Suisse-d	Geburtsdatum

SUISSE : version italienne

ANNEXE 1 : *Annexo 1*

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

CERTIFICATO RILASCIATO IN APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE DELLA COMMISSIONE INTERNAZIONALE DELLO STATO CIVILE FIRMATA A IL

Secondo gli articoli 2, 3, 4, 5, 7 e 12 della Convenzione :

V Il presente certificato è rilasciato dall'autorità che in ogni Stato contraente è competente per attestare la nazionalità dei propri cittadini.

V Il certificato è redatto a richiesta della persona di cui occorre attestare la nazionalità. Può essere rilasciato anche a richiesta di un'altra persona, su domanda motivata, se ciò appare giustificato da un interesse giuridico legittimo. Il certificato può essere inviato, su domanda del richiedente, direttamente dall'autorità che l'ha redatto all' autorità che ne sollecita la produzione.

V Il certificato dev'essere accettato dagli altri Stati contraenti per la durata determinata dalle loro leggi o dalle loro prassi amministrative.

V Fa fede fino a prova del contrario.

V Il certificato è redatto nella lingua o in una delle lingue ufficiali dell'autorità che lo rilascia e in lingua francese. Le iscrizioni nel certificato sono in caratteri tipografici latini; possono essere scritte inoltre nei caratteri della lingua dell'autorità che rilascia il certificato. Le date sono scritte in cifre arabe, indicando successivamente sotto i simboli *Jo*, *Mo* e *An* il giorno, il mese e l'anno. Il giorno e il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro. I primi nove giorni del mese e i primi nove mesi dell'anno sono indicati dalle cifre che vanno da 01 a 09. Il nome di ogni luogo menzionato nel certificato è seguito dal nome dello Stato in cui tale luogo si trova.

V Su domanda del richiedente, l'autorità che rilascia il certificato allega la lista dei codici che figurano nel certificato e la loro traduzione nella lingua ufficiale o una delle lingue ufficiali dello Stato dove il certificato sarà utilizzato o nelle lingue ufficiali degli Stati contraenti. La medesima autorità può anche procedere alla decodificazione traducendo il certificato nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui verrà utilizzato. Ogni interessato può chiedere all'autorità competente dello Stato nel quale il certificato è utilizzato di tradurre i codici nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali di questo Stato o di procedere alla decodificazione del certificato.

ANNEXE2 : *LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES*

Annexo 2 : *Lista delle enunciazioni e loro codici*

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Suisse-i	Autorità di rilascio
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Suisse-i	Nome del firmatario
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Suisse-i	Qualifica del firmatario
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Suisse-i	Certificato di nazionalità
1-6-2-1	France	Certifie qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Suisse-i	Certifica che in data odierna
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Suisse-i	ha la nazionalità dello Stato sopra indicato
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Suisse-i	Stato
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Suisse-i	Luogo di rilascio
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Suisse-i	Luogo di nascita
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Suisse-i	Sesso maschile

3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Suisse-i	Sesso femminile
7-	France	Nom
7	Suisse-i	Cognome
8-	France	Prénom(s)
8	Suisse-i	Nome(i)
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Suisse-i	Firma
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Suisse-i	Timbro
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Suisse-i	Sigillo
9-4-1	France	An
9-4-1	Suisse-i	Anno
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Suisse-i	Mese
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Suisse-i	Giorno
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Suisse-i	Data di rilascio
9-7	France	Date de naissance
9-7	Suisse-i	Data di nascita

TURQUIE : version turque

ANNEXE 1 : EK 1

TEXTE FIGURANT AU VERSO DES FORMULES :

.....TARİHİNDE İMZALANAN MİLLETLERARASI KİŞİ HALLERİ KOMİSİONU SÖZLEŞMESİNİN UYGULANMASINDA VERİLEN BELGE

Sözleşme'nin 2, 3, 4, 5, 7 ve 12 nci maddelerine göre :

✓ Bu belge her Devletin yetkili makamları tarafından kendi vatandaşlarını uyruğunu doğrulamak üzere verilir.

✓ Belge vatandaşlığı'nı ispatlamak isteyen kişinin istemi üzerine düzenlenir. Yasal hukuki bir menfaatini doğrulamak kaydı ile başka kişiye de gerekçeli istemi üzerine bu belge verilebilir. Talep eden kişinin istemi halinde, belge, onu düzenleyen makam tarafından o belgeyi kullanacak makama doğrudan iletilebilir.

✓ Kendi yasaları'nda ve idari uygulamaları'nda öngörülen sürede verildiği takdirde, diğer akit Devlet makamları bu belgeyi kabul etmek zorundadırlar.

✓ Belge aksi sabit oluncaya kadar geçerlidir.

✓ Belge, onu veren makamın resmi dili veya dillerinden birinde ve Fransızca olarak düzenlenir. Belgeye düşülecek kayıtlar latin matbaa harfleri ile yazılacaktır. Bu kayıtlar ayrıca belgeyi veren makamın dilinin harfleri ile yazılabilir. Tarihler sırasıyla Jo (gün), Mo (ay) ve An (yıl) gösteren arap rakamları ile yazılır. Gün ve ay iki rakamla, yıl dört rakamla gösterilir. Ayın ilk dokuz günü ve yılın ilk dokuz ayı '0' den '09' a kadar olan rakamlarla gösterilir. Belgede değiştirilen her yer isminin yanına yerin bulunduğu Devletin adı da yazılır.

✓ İlgili istemi halinde, belgeyi veren makam belgede yer alan kodların listesini ve belgenin kullanılabileceği ülkenin resmi dilinde veya resmi dillerinden birinde veya sözleşmeye taraf olan Devletlerin resmi dillerinde tercümesini bu belgeye ekler. Bu aynı makam, belgenin kullanılabileceği ülkenin resmi dilinde veya resmi dillerinden birinde tercüme ederek kodları çözebilir. İlgili olan her kişi, belgenin kullanılabileceği yetkili makamca bu Devletin resmi dilinde veya resmi dillerinden birinde kodların tercüme edilmesini veya kodların çözümlenmesini isteyebilir.

ANNEXE 2 : LISTE DES ENONCIATIONS ET LEURS CODES

EK 2 : Açıklamaların Listesi ve Kodları

1-1-2	France	Autorité de délivrance
1-1-2	Turquie	Belgeyi tanzim eden makam
1-1-2-1	France	Nom du signataire
1-1-2-1	Turquie	İmzalayanın soyadı
1-1-2-2	France	Qualité du signataire
1-1-2-2	Turquie	İmzalayanın ünvanı
1-6-2	France	Certificat de nationalité
1-6-2	Turquie	Vatandaşlık Belgesi
1-6-2-1	France	Certifié qu'à la date d'aujourd'hui
1-6-2-1	Turquie	Bugün itibarıyla onayları m ki :
1-6-2-2	France	a la nationalité de l'Etat sus-mentionné
1-6-2-2	Turquie	Yukarıda belirtilen Devletin vatandaşlığıdır
2-1-1	France	Etat
2-1-1	Turquie	Devlet
2-2-2-9	France	Lieu de délivrance
2-2-2-9	Turquie	Verilme yeri
2-4	France	Lieu de naissance
2-4	Turquie	Doğum yeri
3-4-1	France	Sexe masculin
3-4-1	Turquie	Erkek
3-4-2	France	Sexe féminin
3-4-2	Turquie	Kadın
7-	France	Nom
7-	Turquie	Soyadı

8-	France	Prénom(s)
8-	Turquie	<i>Ad</i>
9-3-1	France	Signature
9-3-1	Turquie	<i>İmza</i>
9-3-2	France	Timbre
9-3-2	Turquie	<i>Pul</i>
9-3-3	France	Sceau
9-3-3	Turquie	<i>Mühür</i>
9-4-1	France	An
9-4-1	Turquie	<i>Yı l</i>
9-4-2	France	Mo
9-4-2	Turquie	<i>Ay</i>
9-4-3	France	Jo
9-4-3	Turquie	<i>Gün</i>
9-5-2-9	France	Date de délivrance
9-5-2-9	Turquie	<i>Veriliş tarihi</i>
9-7	France	Date de naissance
9-7	Turquie	<i>Doğum tarihi</i>